«Conférence sociale - Yves Pozzo di Borgo s'interroge sur une lacune de la conférence sociale qui n'abordera pas la question pourtant clef du temps de travail»

09/07/2012

Conférence sociale - Yves Pozzo di Borgo, sénateur de Paris, s'interroge sur une lacune de la conférence sociale qui n'abordera pas la question pourtant clef du temps de travail

Alors que s'est tenue la première journée de la grande conférence sociale, le sénateur de Paris, Yves Pozzo di Borgo, ancien inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, dénonce son silence sur la question pourtant clef du temps de travail.

La conférence des 9 et 10 juillet 2012 est censée fixer les orientations en matière sociale pour le quinquennat.

Dans ces conditions, il est impensable qu'elle fasse l'impasse sur la question du temps de travail qui demeure la variable clef pour améliorer non seulement la compétitivité de l'appareil productif, mais aussi la productivité de l'administration.

Si Marylise Lebranchu, la ministre de la Réforme de l'Etat et de la Fonction publique, souhaite vraiment que les fonctionnaires participent au redressement du pays, comme elle l'a déclaré, alors la question du temps de travail dans la fonction publique doit être posée.

A titre d'exemple : 2 heures de plus d'enseignement par semaine pour chaque professeur permettrait à l'éducation nationale d'économiser 40000 postes d'enseignants.

Le temps de travail est la seule variable d'ajustement permettant de mener la politique d'assainissement des comptes publics qui s'impose.

Une telle politique ne peut consister qu'en une augmentation des recettes compensée par une diminution égale des dépenses publiques, elle-même compensée par une augmentation du temps de travail dans la fonction publique et territoriale pour gagner en postes et en compétitivité.

Alors que l'augmentation du temps de travail aurait dû être placée au centre de la Conférence sociale, elle en est totalement absente.

Ce qui remet en cause le sérieux même de cette Conférence.

Et ce qui envoie un très mauvais signal quant aux orientations prises par le Gouvernement Ayrault et sa volonté de mener les réformes structurelles imposées par la situation.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC